

PLIE EST HERAULTAIS
Immeuble Athéna – Bâtiment B
480 Avenue des Abrivados
34400 LUNEL

**COMMISSARIAT AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

PLIE EST HERAULTAIS

Immeuble Athéna – Bâtiment B
480 Avenue des Abrivados
34400 LUNEL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS****EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

A l'assemblée générale de l'association PLIE EST HERAULTAIS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PLIE EST HERAULTAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes suivantes de l'annexe des comptes annuels :

- « Provisions » qui décrit l'existence d'un risque en matière partenariale.
- « Comptabilisation des subventions » relative à la constatation des subventions en produits de l'exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Règles et méthodes comptables : nous avons pu vérifier l'application du règlement comptable ANC 2018-06 applicable aux associations. A ce titre, nous nous sommes assurés du respect des dispositions comptables concernant le principe de continuité d'exploitation.

Estimations comptables : nous avons apprécié la prise en compte des produits acquis à la clôture de l'exercice et de l'information figurant en annexe à ce titre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 21 juin 2024



Le Commissaire aux Comptes
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
Pierrick BELEN



axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
 Commissariat aux comptes - Audit
 215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
 34000 MONTPELLIER
 SIRET 404270852 00027

BILAN

ACTIF	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles:				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 830	5 830	0	0
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles:				
Terrains, constructions				
Installations techniques, matériels, et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	35 218	12 989	22 229	9 070
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2) :				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés, prêts				
Autres immobilisations financières	1 750		1 750	1 700
Total I	42 798	18 819	23 979	10 770
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production de biens, de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3) :				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	356 196		356 196	531 805
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	415 491		415 491	308 395
Charges constatées d'avance (3)	5 269		5 269	11 186
Total II	776 956	0	776 956	851 386
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	819 754	18 819	800 935	862 156
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)			1 700	1 700
(3) Dont à plus d'un an			274 762	275 530
Dont à moins d'un an (brut)			86 703	267 461

BILAN

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise	71 870	71 870
<i>dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés</i>	21 010	21 010
<i>subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	93 026	101 050
Résultat de l'exercice	11 981	-8 024
Autres fonds propres		
Fonds propres avec droit de reprise		
apports		
legs et donations		
subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
Total I	176 877	164 896
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds dédiés	158 741	69 113
Total II	158 741	69 113
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	6 944	12 020
Provisions pour charges	66 571	50 162
Total III	73 515	62 182
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)	225 000	262 500
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	52 382	201 687
Dettes fiscales et sociales	84 947	44 055
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	29 473	57 723
TOTAL IV	391 802	565 965
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	800 935	862 156
(1) Dont à plus d'un an	150 000	225 000
Dont à moins d'un an	212 329	283 242
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

COMPTE DE RESULTAT

	2023	2022
Produits d'exploitation :		
Prestations de services		
Production stockée, production immobilisée		
Produits des tiers financeurs		
Subventions d'exploitation	780 940	611 735
Dons, cotisations, legs et donations		
Reprises sur provisions et amortissements	12 082	38 414
Transferts de charges	22 927	13 759
Autres produits de gestion courante	150	
Utilisation des fonds dédiés	69 113	15 000
Total I	885 212	678 908
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises, de matières premières		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	138 749	293 041
Impôts, taxes et versements assimilés	25 524	7 377
Salaires	401 271	245 685
Charges sociales	118 646	73 323
Dotations aux amortissements et dépréciations	7 052	2 872
Dotations aux provisions	23 415	8 050
Autres charges	10	
Report en fonds dédiés	158 741	45 000
Total II	873 408	675 348
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	11 804	3 560
Produits financiers:		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Intérêts et produits financiers	1 763	1 054
Total III	1 763	1 054
Charges financières:		
Dotations aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges financières	418	
Total IV	418	0
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 345	1 054
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	13 149	4 614
Produits exceptionnels:		
Sur opérations de gestion	733	
Produits exceptionnels sur opération en capital		
Total V	733	0
Charges exceptionnelles:		
Sur opérations de gestion	1 891	12 634
Charges exceptionnelles sur opération en capital		
Total VI	1 891	12 634
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-1 158	-12 634
Impôts sur les bénéfices (VII)	10	4
Total des produits (I+III+V)	887 708	679 962
Total des charges (II+IV+VI+VII)	875 727	687 986
EXCEDENT ou DEFICIT	11 981	-8 024

INFORMATIONS GENERALES

L'association, composée de membres de droit ayant la personnalité morale ; Etat, Conseil Départemental de l'Hérault, Communauté de Communes du Pays de Lunel et Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, a été créée pour répondre aux besoins et aux opportunités en matière d'emploi. Son objet principal est de mobiliser des moyens qui contribuent à construire des parcours d'insertion sociale et professionnelle à destination des habitants du territoire en situation de précarité.

L'association porte le PLIE, dispositif partenarial régi par un protocole d'accord, qui contribue à favoriser l'accès et le maintien à l'emploi durable grâce à un programme d'actions annualisé répondant aux problématiques spécifiques du territoire et s'inscrivant dans les priorités du Fonds Social Européen + en complémentarité du droit commun.

Le PLIE s'adresse aux personnes en recherche d'emploi inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, les personnes inactives, présentant notamment une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- les femmes, les jeunes, les seniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée, demandeurs d'emploi de longue durée
- travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié
- personnes inactives
- bénéficiaires de minimas sociaux
- ressortissants de pays tiers
- personnes placées sous-main de justice
- personnes vivant dans des zones prioritaires.

En outre, ces personnes doivent résider sur l'une des communes composant les 2 EPCI.

Les missions réalisées sont :

- > Un accompagnement renforcé global et de proximité avec un référent de parcours identifié pendant toute la durée de son parcours quel que soit l'évolution de sa situation administrative.
- > Un parcours co-construit avec le participant. La personne en lien avec son référent va se voir proposer des étapes de parcours en adéquation avec la problématique rencontrée.
- > Des actions spécifiques pour lever les freins à l'emploi qui couvrent un champ très large, de l'élaboration ou confirmation du projet professionnel, à des étapes de remobilisation, des aides financières à la reprise d'activité notamment pour faciliter la mobilité, un point écoute psychologique, et la présence d'une conseillère en économie sociale et familiale pour faciliter le travail des référents de parcours en prenant en charge les difficultés périphériques à la recherche d'emploi.
- > Un lien privilégié avec les acteurs économiques, les acteurs de l'ESS et de l'insertion par l'activité économique à travers notamment l'animation du dispositif des clauses sociales, l'animation d'un réseau d'entreprises engagées localement et le soutien à l'émergence de projets relevant de l'insertion par l'activité économique en lien avec les collectivités adhérentes.
- > Une ingénierie de projets et une animation territoriale en lien avec les autres partenaires en complémentarité du droit commun. Le PLIE est impliqué dans la mise en œuvre du programme départemental d'insertion, du pacte territorial d'insertion et participe également aux groupes de travail de la stratégie de lutte contre la pauvreté au niveau régional.

L'équipe opérationnelle est composée en 2023 de 15 salariés dont 10 en CDI, 1 en CUI-CAE, 1 en CUI-CIE, 3 en CDD pour 11,95 ETP.



axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
 Commissariat aux comptes - Audit
 215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
 34000 MONTPELLIER
 SIRET 404270852 00027

REGLES ET METHODES COMPTABLES

états exprimés en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au Plan Comptable Général issu du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels, du règlement ANC n°2018-06 du 5 novembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement du Comité de la Réglementation Comptable 99-01.

Le bilan de l'exercice présente un total de **800 935** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de **produits** de **887 708** euros et un total de **charges** de **875 727** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **11 981** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les immobilisations données ou mises au rebus sont sorties de l'actif.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.



IMMOBILISATIONS

	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeur brute au 31/12/2023 (A+B-C=D)
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement et de développement	5 830			5 830
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage industriel				
Installations, agencement, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	24 758	20 211	9 751	35 218
Emballages récupérables et divers				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières :				
Participations évaluées en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	1 700	50		1 750
TOTAL	32 288	20 261	9 751	42 798



axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
 Commissariat aux comptes - Audit
 215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
 34000 MONTPELLIER
 SIRET 404270852 00027

AMORTISSEMENTS

	A	B	C	D
	Amortissements cumulés au début	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Amortissements cumulés au 31/12/2023 (A+B-C=D)
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement et de développement	5 830			5 830
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel outillage industriel				
Installations, agencement, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	15 688	7 052	9 751	12 989
Emballages récupérables et divers				
Avances et acomptes				
TOTAL	21 518	7 052	9 751	18 819

CREANCES ET DETTES

Créances	Montant brut au 31/12/2023	Liquidité de l'actif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 2 ans
Créances de l'actif immobilisé :				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1)				
Autres immobilisations financières	1 750			1 750
Créances de l'actif circulant :				
Créances Clients et comptes rattachés				
Autres créances	356 196	81 435	274 761	
Débiteurs divers				
Disponibilités	415 491	415 491		
Charges constatées d'avance	5 269	5 269		
TOTAL	778 706	502 195	274 761	1 750
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				

Dettes	Montant brut au 31/12/2023	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires (2)				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	225 000	75 000	150 000	
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	52 382	52 382		
Personnel et comptes rattachés	32 211	32 211		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 222	38 222		
Impôts sur les bénéfices	14	14		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	14 500	14 500		
Subventions				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (3)				
Produits constatés d'avance	29 473	29 473		
TOTAL	391 802	241 802	150 000	0
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	37 500			
(3) Emprunts envers les associés				



axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
 Commissariat aux comptes - Audit
 215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
 34000 MONTPELLIER
 SIRET 404270852 00027

PROVISIONS

	A	B	C	D
	Valeur à l'ouverture	Augmentations	Diminutions	Valeur au 31/12/2023 (A+B-C=D)
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour risques	12 020	6 944	12 020	6 944
Provisions pour charges	50 162	16 409		66 571
TOTAL	62 182	23 353	12 020	73 515



axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
 Commissariat aux comptes - Audit
 215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
 34000 MONTPELLIER
 SIRET 404270852 00027

FONDS PROPRES

	A	B	C	D	E
	Valeur à l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Valeur au 31/12/2023 (A+B+C-D=E)
Fonds propres sans droit de reprise	71 870				71 870
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves					0
Report à nouveau	101 050	-8 024			93 026
Excédent ou déficit de l'exercice	-8 024	8 024			0
Situation nette	164 896	0	0	0	164 896
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
TOTAL	164 896	0	0	0	164 896



FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A	B	C	D	E
	Valeur à l'ouverture	Reports	Utilisations	Transferts	Valeur au 31/12/2023 (A+B-C-D=E)
Subventions d'exploitation	69 113	158 741	69 113		158 741
Contributions financières d'autres organismes					0
Ressources liées à la générosité du public					0
TOTAL	69 113	158 741	69 113	0	158 741



axiome
AXIOME AUDIT ET STRATEGIE
 Commissariat aux comptes - Audit
 215 rue Samuel Morse - Le Triade 3
 34000 MONTPELLIER
 SIRET 404270852 00027

CHARGES A PAYER

	Montant au 31/12/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Honoraires à payer	10 550
Fournisseurs factures non parvenues	5 431
Actions PLIE à payer	9 505
Total I	25 486
Dettes fiscales et sociales	
Congés à payer	22 129
Personnel - autres charges à payer	10 082
Charges sur congés payés	7 625
Charges fiscales sur congés payés	1 282
Total II	41 118
TOTAL	66 604

PRODUITS A RECEVOIR

	Montant au 31/12/2023
Autres créances	
Fournisseurs - frais du personnel	130
Organismes - produits à recevoir	687
Subvention FSE+ Hérault 2022 à recevoir	125 810
Subvention FSE+ Hérault 2023 à recevoir	141 290
Subvention FSE+ Gard 2023 à recevoir	22 661
Subvention PPI 2023 à recevoir	33 000
Subvention CCPL 2023 à recevoir	15 180
Subvention POA 2023 à recevoir	13 520
Uniformation à recevoir	3 004
CPAM à recevoir	914
TOTAL	356 196

créance à +1 an -> FSE+ Hérault 2022 soldes à recevoir début 2025 125 810

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	Montant au 31/12/2023
Charges constatées d'avance - exploitation	
Prestations	164
Achats	76
Location	481
Maintenance	3 413
Assurance	252
Publication	241
Téléphone	72
Internet	14
Cotisations	28
Chèques déjeuner	198
Comité d'entreprise	330
Total I	5 269
Charges constatées d'avance - financières	
Total II	0
Charges constatées d'avance - exceptionnelles	
Total III	0
TOTAL	5 269

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Montant au 31/12/2023
Produits constatés d'avance - exploitation	
Subvention DDETS action clauses sociales Gard	29 473
Total I	29 473
Produits constatés d'avance - financiers	
Total II	0
Produits constatés d'avance - exceptionnels	
Total III	0
TOTAL	29 473



ANNEXE LIBRE

Continuité d'exploitation

La continuité d'exploitation est conditionnée au renouvellement des subventions obtenues en 2023. Il en résulte que l'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inappropriée si ces subventions n'étaient pas reconduites.

Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2023 fait uniquement état d'actions liées à l'association du PLIE Est Héraultais.

Provisions

A la clôture de l'exercice, le risque en matière partenariale constitué sur les exercices précédents concernant les soldes FSE et intercommunalités des opérations LFSP 2019 et MDE 2022 n'a plus lieu d'être au regard des sommes reçues. Par conséquent, une reprise est constatée sur cet exercice pour 12 k€.

Cependant, il existe un risque en matière partenariale concernant les soldes de subvention 2023. L'association considère avoir rempli l'ensemble de ses objectifs et obligations conventionnelles. Toutefois, une provision est constituée pour un montant net de 7 k€.

Comme chaque année, l'association constitue une provision pour l'indemnité retraite de ses salariés, la dotation est de 16 k€.

Fonds dédiés

La subvention de la DDETS de 18 132 € reçue en 2023 n'a pas d'impact sur cet exercice puisqu'elle concerne l'action PCB "point conseil budget" qui est menée en 2024. Une reprise est effectuée pour celle de l'année dernière pour 15 k€.

Egalement, la subvention complémentaire de la DDETS de 36 264 € nommée "aide budget" reçue en 2023 n'a pas d'impact sur cet exercice puisqu'elle concerne elle aussi l'action PCB "point conseil budget" qui est menée en 2024.

Une reprise est effectuée pour celle de l'année dernière pour 30 k€.

De la même façon, la subvention de la DREETS de 45 k€ concernant 2022 et 26 k€ concernant 2023 n'ont pas non plus d'impact sur cet exercice puisqu'elle concerne l'action CEJ R qui sera menée en 2024 et 2025.

Les subventions des intercommunalités du Gard sont reportées en partie sur le prochain exercice pour 7 k€.

Des fonds dédiés sont constitués sur cet exercice concernant le travail effectué en 2024 par l'équipe du PLIE sur des dossiers concernant 2023 pour un montant de 27 k€. Une reprise est effectuée pour ceux constitués l'année dernière pour un montant de 24 k€.

Comptabilisation des subventions

L'association enregistre dans les produits de l'exercice l'intégralité des subventions qui lui ont été octroyées et notifiées.